

PREFECTURE
DE LA SEINE-MARITIME

SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS
REÇU LE

12 SEP. 2024

DDIM 76/Urbanisme

Préfecture de DIEPPE

ETABLISSEMENT : GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE - site Jacques Monod - construction
Médecine Physique et de réadaptation - Soins de suite et rééducation
P.C. n°076 341 23 C0004 M01 / A.T. n° 076 341 23 C0004 M01

COMMUNE : MONTIVILLIERS

N° E1025-002-R

ADRESSE : 29 avenue Pierre Mendès France

TYPES : U X N

CATEGORIE : 3

Le 29/08/2024, la commission de sécurité a procédé à l'examen du dossier de l'établissement ci-dessus mentionné suite à l'étude du 12/10/2024.

OBSERVATIONS :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

En conclusion, la Sous-commission départementale de sécurité ERP-IGH

☒ émet un AVIS **FAVORABLE** ou **DEFAVORABLE** (1) :

à l'autorisation de construire
et à l'autorisation de travaux.

Le Président de séance,
Le Directeur adjoint du SIRACED-PC

Monsieur Vincent MARTIN

RAPPORT D'ETUDE
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME
EN DATE DU 23/08/2024

DOSSIER N° E1025-002-R

Commune : MONTIVILLIERS

GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE - site Jacques Monod - construction

Médecine Physique et de réadaptation - Soins de suite et rééducation

Adresse : 29 avenue Pierre Mendès France

P.C. n°076 341 23 C0004 M01 du 27/05/2024 reçu au SDIS le 20/08/2024 via Plat'au

A.T. n°076 341 24 H0003 du 27/05/2024 reçue au SDIS le 20/08/2024 via Plat'au

Maître d'ouvrage : Groupe Hospitalier du Havre

Affaire suivie par : Lieutenant Yannick MAGLOIRE LA GREVE

Groupement prévention - service territorial ouest

DESCRIPTION

Le projet présenté concerne une modification du projet de construction de deux bâtiments régis pour l'un (bâtiment A), par la réglementation des établissements recevant du public (ERP) et pour l'autre (bâtiment B), par le code du travail (CdT). Le bâtiment ERP sera dédié à la Médecine physique et de réadaptation ainsi qu'aux soins de suite et de rééducation.

Le projet initial a déjà fait l'objet d'un avis favorable de la Sous-commission départementale de sécurité ERP-IGH lors de la séance du 28/09/2023. Les modifications portent sur :

- la prise en compte des attendus de la commission de sécurité du projet initial ;
- la réhausse d'un mètre du niveau de référence ;
- l'absence de résistance au feu des éléments principaux de structure de l'ensemble formé par le gymnase, la salle de réentraînement à l'effort et la salle de kinésithérapie, l'ensemble sera à simple rez-de-chaussée, la structure sera apparente et sera couverte par la détection automatique d'incendie ;
- l'augmentation ponctuelle de la surface de plancher du rez-de-chaussée, du niveau 1 et du niveau 2 ;
- la réduction ponctuelle de la surface de plancher du niveau 3 ainsi que la modification de l'emprise au sol des locaux techniques ;
- l'implantation des équipements centraux du système de sécurité incendie dans un local dédié au rez-de-chaussée du bâtiment A avec un tableau de report d'exploitation et la réalisation de la liaison avec le poste de sécurité situé bâtiment Fontenoy via l'unité d'aide à l'exploitation.

Pour mémoire, un oléoduc appartenant à la Compagnie Industrielle Maritime SNC (CIM), d'un diamètre de 42 pouces, passe par la parcelle du site Jacques Monod. En conséquence le bâtiment recevant du public est implanté à une distance d'au moins 40 mètres de l'oléoduc précité et des dalles de protection seront posées sur le tronçon concerné (cf. analyse de compatibilité).

Pour le bâtiment A, qui regroupera les services Médecine Physique et de Réadaptation (MPR) et Soins de Suite et Rééducation (SSR) :

- D'une emprise au sol d'environ 4 000 m², le bâtiment à rez-de-chaussée et trois étages partiels, sera isolé du bâtiment B par des parois coupe-feu de degré 2 heures et une indépendance de structure. La toiture terrasse du bâtiment B (toiture dominée) sera réalisée en dalle béton équivalent à une bande pare-flamme de degré 1 h sur 8 mètres (art. CO 7 §2). Il comprendra notamment :

au 3^{ème} étage partiel (non-accessible au public) :

- deux locaux techniques dont un local aveuglé de 134 m²,
- un local centrale de traitement d'air (CTA) ;

au 2^{ème} étage, organisé autour d'un vide sur patio (hauteur du dernier plancher accessible 7,68 m) :

- l'unité d'hospitalisation conventionnelle MPR comprenant :
 - 26 chambres (avec douche et sanitaire) totalisant 30* couchages,
 - une salle de bain commune,
 - une salle de préparations de soins,
 - un bureau infirmiers,
 - une salle de pause pour le personnel,
 - un sanitaire,
 - un office,
 - un espace commun (salle à manger et/ou d'activités),
 - des locaux divers (lave bassin, déconta,...) ;
- l'unité d'hospitalisation cardio/pneumo comprenant :
 - 27 chambres (avec douche et sanitaire) totalisant 30* couchages,
 - une salle de préparations de soins,
 - un bureau infirmiers,
 - une salle de pause pour le personnel,
 - des locaux divers (vide bassin, déconta,...),
 - un office,
 - un espace commun (salle à manger et/ou d'activités),
 - une salle d'éducation thérapeutique ;
- une zone administrative comprenant :
 - le salon des familles,
 - des sanitaires,
 - neuf bureaux,
 - des réserves,
 - une salle d'apprentissage thérapeutique.

Nota : Chaque unité d'hospitalisation constitue une zone protégée et chaque unité est divisée en deux zones de mise à l'abri.

au 1^{er} étage (organisé autour d'un patio) :

- 53 chambres totalisant 60 couchages,

- deux espaces communs (salle à manger et /ou d'activités),
- deux offices,
- deux bureaux infirmiers,
- un sanitaire,
- deux salles de préparations de soins,
- deux salles de pause pour le personnel,
- deux salons des familles,
- deux salles de bains communes,
- des locaux divers (lave-bassin, vidoir,...),

Nota : L'ensemble des locaux précités forme deux unités d'hospitalisation conventionnelle SSR gériatrique. Chaque unité d'hospitalisation constitue une zone protégée et chaque unité est divisée en deux zones de mise à l'abri.

- une zone administrative comprenant :
 - 11 bureaux,
 - des réserves,
 - une salle de réunions ;

au rez-de-chaussée (comprenant quatre patios) :

- un hall d'entrée avec une banque d'accueil,
- une cafétéria,
- deux bureaux secrétariat,
- une salle de réunions,
- un espace hôpital de jour comprenant :
 - une salle de soins,
 - deux locaux vestiaires (patients) avec douches et sanitaires,
 - un poste de consultation,
 - un bureau infirmier,
 - deux salles de repos (patients),
 - deux chambres totalisant 4 couchages avec une salle de bain commune,
 - une salle à manger,
 - un office,
 - deux réserves,
 - deux salles de repos (personnel) ;
- un espace de bureaux comprenant :
 - 18 bureaux,
 - deux réserves fauteuils roulants,
- un espace balnéothérapie comprenant :
 - un sas d'entrée,
 - un espace vestiaire avec douches et sanitaires,
 - un bassin de balnéothérapie, avec trois réserves attenantes,
 - un local technique ;
- un espace consultations comprenant :

- une salle d'examens,
- 21* postes de consultations,
- une salle d'attente,
- une salle d'analyse « Gaitrite » avec un local moteur attenant,
- une salle de réunions,
- une salle d'examens à l'effort,
- une salle d'échographie cardiaque,
- une salle de moulage,
- deux salles appareillage,
- un atelier appareillage,
- un bureau infirmier,
- une salle de rééducation ;
- un espace kinésithérapie comprenant :
 - un hall d'accès malades couchés,
 - une salle d'entraînement à l'effort,
 - une salle d'activités artistiques et créatives à usage thérapeutique,
 - une salle de psychomotricité,
 - une salle de rééducation polyvalente,
 - une salle de physiothérapie avec quatre box de massage,
 - une salle de relaxation,
 - une salle d'activités,
 - une salle de soins commune de 321,5 m²,
 - un gymnase,
 - une salle de réentraînement à l'effort,
 - deux bureaux,
 - des locaux de rangements ;
- un espace ergothérapie comprenant :
 - un atelier menuiserie et sa réserve,
 - une cuisine,
 - une chambre,
 - une salle de bain,
 - une buanderie,
 - une salle commune avec trois box attenants,
 - une salle gaming,
 - un bureau ;
- huit bureaux,
- une chambre mortuaire,
- un ensemble de vestiaire et sanitaires pour le personnel,
- divers locaux techniques (centrale de traitement d'air, eau chaude sanitaire, dépôts,...),
- des sanitaires.

Ncta : Les patios seront considérés comme des petits atriums à l'air libre.

• **Pour le bâtiment B (non-accessible au public) :**

- D'une emprise au sol d'environ 900 m², le bâtiment à simple rez-de-chaussée, isolé du bâtiment A (cf. descriptif du bâtiment A), se décrira comme suit :
 - un ensemble de vestiaires, douches et sanitaires pour le personnel,
 - un poste de transformation,
 - un local comprenant le tableau général basse tension,
 - un local comprenant le tableau des installations de sécurité,
 - un local compresseur,
 - deux locaux accueillant les centrales de traitement d'air,
 - un local chaufferie,
 - un local à déchets,
 - un local source centrale,
 - deux locaux à vélo,
 - un local technique.

Nota : Les bâtiments A et B communique via un sas coupe-feu de degré deux heures avec blocs-porte pare-flamme de degré ½ heure munis de ferme-porte ou à fermeture automatique.

* données issues de la déclaration de l'exploitant.

Desserte :

- Les façades ouest et nord, disposants de dégagements normaux au rez-de-chaussée et de baies accessibles dans les étages, seront accessibles depuis une voie engin de 8 mètres de large.
- De plus, la cour logistique desservant la façade ouest permettra aux engins de secours de faire demi-tour sans manœuvrer.
- Les voies engins précitées seront accessibles depuis la route de Rouelle à l'ouest et l'avenue Pierre Mendès France au nord-ouest via le parking du centre hospitalier.

Dégagements :

- L'évacuation du public s'effectuera comme suit :
 - Pour chaque étage, par 4 escaliers totalisant 8 unités de passage (UP), dont 2 escaliers à l'air libre, 2 sorties totalisant 2 UP (accès à la terrasse) permettent d'accéder aux escaliers à l'air libre ;
 - depuis le rez-de-chaussée, par 6 sorties totalisant 16 UP.

De plus :

- la salle commune de l'espace ergothérapie dispose de 2 dégagements totalisant 6 UP donnant directement sur l'extérieur ;
- la salle de soins commune de l'espace kinésithérapie dispose de 3 dégagements totalisant 9 UP donnant directement sur l'extérieur ;
- le gymnase dispose d'un dégagement de 3 UP donnant directement sur l'extérieur.

Installations techniques :

- Les escaliers encloisonnés seront désenfumés par balayage naturel.
- L'ensemble des circulations desservant les locaux à sommeil et de plus de 30 mètres seront désenfumées par balayage mécanique.
- La salle de soins commune de l'espace kinésithérapie sera désenfumée par balayage naturel.
- Le chauffage sera assuré par circulation d'eau chaude depuis la sous-station alimentée par la chaufferie centrale implantée sur le site.
- La ventilation des locaux sera assurée via les centrales de traitements d'air.

- L'éclairage de sécurité sera réalisé par des blocs alimentés par une source centralisée composée d'une batterie d'accumulateur. Il assurera les fonctions d'évacuation, d'anti-panique et d'habitation.
- Six ascenseurs et deux monte-charges desserviront l'ensemble des niveaux. Au moins une cabine d'ascenseur disposera d'un dispositif de commande accompagnée sous forme de clé et sera équipé d'un système d'intercommunication avec le poste de sécurité.
- Les appareils de réchauffage présents dans les différents offices, respectivement d'une puissance totale inférieure à 20 kW, seront alimentés en électricité.

Moyens de secours :

- L'établissement sera doté d'un système de sécurité incendie (SSI) de catégorie A avec un équipement d'alarme de type 1 assurant les fonctions :
 - d'évacuation par l'alarme générale sélective dans les niveaux d'hospitalisation et par l'alarme générale dans les autres niveaux,
 - de compartimentage,
 - de désenfumage,
 - de non-arrêt des cabines d'ascenseurs et des monte-charges au niveau sinistré.
- La détection automatique d'incendie sera implantée dans l'ensemble des locaux à l'exception des escaliers encloués et des sanitaires.
- Les équipements centraux seront implantés dans un local situé au rez-de-chaussée (au niveau de l'accueil), il disposera d'un tableau report d'exploitation et la liaison avec le poste de sécurité situé au rez-de-chaussée du bâtiment Fontenoy s'effectuera avec l'unité d'aide à l'exploitation incendie.

Des tableaux répéteurs d'alarmes seront implantés dans l'ensemble des postes infirmiers ou de surveillance des services ainsi qu'au niveau des accueils.

- Des téléphones permettront d'alerter le poste de sécurité en cas de sinistre. Pour mémoire le poste de sécurité dispose d'une ligne directe avec le centre de traitement des appels.

Surveillance :

- La surveillance sera assurée en permanence le jour, comme de nuit, d'une part par le personnel soignant via les tableaux répéteur d'alarme et d'autre part depuis le poste de sécurité, doté d'une unité d'aide à l'exploitation des SSI, par un membre du service de sécurité incendie.
- Le poste de sécurité, implanté au rez-de-chaussée de l'aile Monod-nord est facilement accessible aux sapeurs-pompiers, depuis le parvis nord.
- Le service de sécurité incendie de l'établissement est constitué d'une équipe permanente constituée d'un chef d'équipe et de deux équipiers, tous qualifiés SSIAP 2 à jour de formation de maintien des acquis en incendie et secours à personnes, placés sous la direction d'un chef de service de sécurité incendie spécifiquement affecté à cette tâche. Un chef de service de sécurité qualifié SSIAP 3 d'astreinte est dédié au site de l'Hôpital Jacques Monod.

EFFECTIF

L'effectif théorique maximum du public susceptible d'être reçu simultanément s'élève à 565 personnes auquel il conviendra d'ajouter 130 personnes au titre du personnel.

Cet effectif est déterminé en fonction de la déclaration du chef d'établissement ou du maître d'ouvrage et du calcul effectué comme suit (Art. U 2, X 2 et N 2) :

Centre de soins médicaux et de réadaptation	public			Personnel		
	Type de public	Taux d'occupation	total public	Mode de calcul	Total personnel	
2 ^{ème} étage	Hospitalisé	1 pers. / lit	60	1 pers./3 lits	20	Effectif total
	Visiteurs		60			
1 ^{er} étage	Hospitalisé	1 pers. / lit	60	1 pers./3 lits	20	
	Visiteurs		60			
Rez-de-chaussée	Consultation	8 pers. / poste de consultation personnel compris	168	Cf. taux d'occupation	/	
Plateau technique (Kiné, ergo, ...)	Hôpital de jour	déclaratif	157	déclaratif	90	
total		565		130		695

CLASSEMENT

Cet établissement est assujéti aux dispositions du règlement de sécurité du 25 juin 1980 modifié, annexé au Code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles R 143-1 à R 143-47, traitant de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

A ce titre, il est classé en TYPE U avec activités X et N de 3^{ème} CATEGORIE.

CONTROLE

La construction et les divers aménagements intérieurs devront répondre en tous points aux textes précités.

Le contrôle exercé par l'administration et la commission de sécurité ne dégage pas les constructeurs, installateurs et exploitants des responsabilités qui leur incombent personnellement (Art. R 143-34 du Code de la construction et de l'habitation).

Les procès-verbaux et les rapports attestant la conformité aux règlements de sécurité et normes en vigueur devront être annexés au registre de sécurité et présentés à la commission le jour de la visite de réception des travaux (Art. R 143-37 du Code de la construction et de l'habitation).

A cet effet, une visite de réception par la commission de sécurité devra être sollicitée à l'issue des travaux et avant l'ouverture au public (Art. R 143-38 du Code de la construction et de l'habitation).

PRINCIPES DE L'EVACUATION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP
(Article R 143-4 du Code de la construction et de l'habitation et GN8)

L'établissement sera accessible aux personnes en situation de handicap visuel, auditif, moteur et cognitif sur l'ensemble des niveaux. La mise en sécurité sera réalisée par le transfert horizontal dans une zone protégée, en cas d'incendie, par le personnel de surveillance qui devra être formé et entraîné à cette manœuvre.

OBSERVATIONS

Le paragraphe « Engagement du demandeur » de l'imprimé a été signé par le maître d'ouvrage conformément à l'article 45 du décret 95.260 du 8 mars 1995 modifié.

Une notice de sécurité est jointe au dossier.

DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

(Règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie – arrêté préfectoral n°2022-04-28-01 du 28 avril 2022)

Analyse du risque

Type d'ERP	Surface de référence	Locaux retenus	Qualification du risque	Observation
U	600 m ²	Une zone de mise à l'abri	ordinaire	/

Besoin en eau exigible

Débit de référence	Durée d'extinction	Volume équivalent	Distance de référence
60 m ³ /h	2 heures	120 m ³	200 mètres

Défense extérieure contre l'incendie existante

Points d'eau	Eloignement	Débit ou volume équivalent	Observation
N°211P	180 mètres	145 m ³ /h sous 1 bar	conforme

Nota : Relevé de performance réalisé par Séproma le 19 octobre 2021.

Des travaux d'interconnexion des réseaux privés nord et sud d'adduction d'eau du site, alimentés eux-mêmes par les réseaux d'adduction d'eau des communes de Montivilliers et d'Harfleur ont permis d'obtenir un débit simultané de 146 m³/h sous 1 bar (mesure réalisée par Séproma le 19/10/2021).

AVIS TECHNIQUE

Rappel de la situation antérieure :

La Sous-commission départementale de sécurité ERP-IGH lors de la séance du 09/06/2022 avait émis un avis favorable à la poursuite de l'exploitation pour l'ensemble des bâtiments (Jacques Monod et Pôle femme mère enfant)

Avis proposé :

Au regard de la réglementation en vigueur et après avoir procédé à l'examen du dossier transmis, il est proposé un AVIS FAVORABLE au permis de construire (PC n°076 341 23 C0004 M01) et à l'autorisation de travaux (AT n°076 341 24 H0003).

Néanmoins, les prescriptions suivantes devront être réalisées :

- 1) Respecter les dispositions prises pour satisfaire aux mesures prévues par le règlement de sécurité et figurant dans la notice de sécurité jointe au dossier.

Faire procéder à l'examen critique du projet par un organisme agréé et transmettre son avis au secrétariat de la commission de sécurité AVANT le début des travaux (Art. R 125-19 du Code de la construction et de l'habitation). Conformément à l'article R. 125-17 du Code de la construction et de l'habitation, les opérations de construction ayant pour objet la réalisation d'un ERP de 1er groupe sont soumises obligatoirement au contrôle technique.

Prendre en compte les observations formulées par l'organisme agréé (art. GE 2).

- 2) Veiller à garantir la bonne desserte et l'accessibilité des autres bâtiments présents sur le site (hôpital Jacques Monod et PFME) durant la phase de chantier (voie engin et voie échelle) (art. CO 2, CO 3, CO 4 et U 7), compte tenu du trafic des engins liés au chantier.
- 3) Veillez à ce que les baies identifiées comme accessibles et permettant d'accéder aux différents niveaux puissent être facilement repérables des sapeurs-pompiers (art. CO 3 et U 7). Le système d'ouverture des baies précitées devra être soumis préalablement pour avis au Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (prevention.ouest@sdis76.fr).
- 4) Assurer une présence physique du personnel dans le service Physiothérapie, des lors que les box de massage sont occupés (art. R 143-13 du code de la construction et de l'habitation).
- 5) Respecter les dispositions du Livre II, Titre II, Chapitre IX, Section XVI, Articles U 52 à U 64, portant sur les conditions de stockage, d'installation et de fonctionnement de gaz médicaux (Art. U 51).
- 6) Faire procéder, avant la visite de RECEPTION du bâtiment, au contrôle des travaux par un ORGANISME AGREE suivant les dispositions du règlement de sécurité.

Noter sur le registre de sécurité les résultats des contrôles (art. R 143-44 du Code de la Construction et de l'Habitation) et tenir à la disposition de la Commission de Sécurité, AVANT la visite, les documents afférents conformes à l'article GE 9 (selon l'appendice de la sous-section II) et notamment :

- le rapport de Vérification Réglementaire Après Travaux relatif à la sécurité des personnes (art. R. 125-17 à R. 125-21 du Code de la construction et de l'habitation et art. 47 du décret du 8 mars 1995). Transmettre ce rapport au moins 72 heures avant la visite de réception, par mail, à l'adresse suivante : preventioncentre@sdis76.fr ;

- l'attestation précisant que la mission "solidité" a été effectuée, complétée par les relevés de conclusions des rapports afférents (art. 46 du décret du 8 mars 1995).

NOTA : En l'absence de ces documents, la commission de sécurité ne pourra se prononcer.

- 7) Elaborer un schéma d'organisation de la sécurité en cas d'incendie (Art. U41).

Ce schéma doit préciser :

- Pour tout le personnel :

- l'information sur les dangers d'un incendie dans un hôpital,

- les consignes précises visant à limiter l'action du feu et à assurer le transfert horizontal ou l'évacuation,

- les exercices périodiques d'évacuation simulée visant à maintenir le niveau de connaissance.

- Pour le service de sécurité incendie :

- les consignes d'exploitation du système de sécurité incendie, notamment de l'alarme restreinte,
 - le transfert horizontal ou l'évacuation avant l'arrivée des secours.
- 8) Mettre en garde tout le personnel de l'établissement contre les dangers que présente un incendie dans un hôpital, et le former à l'exécution de consignes très précises en vue de limiter l'action du feu et d'assurer le transfert horizontal ou l'évacuation des patients, et l'entraîner à la manœuvre des moyens d'extinction (Art. U 47 § 1).
- 9) Solliciter le passage de la commission de sécurité compétente à l'issue des travaux de cet établissement. Cette demande doit être formulée au maire de la commune concernée qui avisera le secrétariat de la Sous-commission départementale ERP-IGH (Service départemental d'incendie et de secours - 6 rue du Verger - CS 40078 - 76192 YVETOT CEDEX) et ce, AU MOINS 1 MOIS avant la date prévue (art. GE 3 et art. R 143-38 du Code de la construction et de l'habitation et art. 43 du décret du 08 mars 1995 modifié).
- 10) Ouvrir et tenir à jour un registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité et en particulier (art. R 143-44 du Code de la construction et de l'habitation) :
- l'état du personnel chargé du service d'incendie ;
 - les diverses consignes générales et particulières établies en cas d'incendie, y compris les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap ;
 - les dates et noms des personnes ou sociétés ayant procédé aux divers contrôles et vérifications ainsi que les observations auxquelles ceux-ci ont donné lieu ;
 - la levée des observations en indiquant pour chacune d'elles : la date, le nom et la signature du technicien ayant procédé à la remise en état ;
 - les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs, et s'il y a lieu, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux.